

Direction
de l'Administration générale
et de la Réglementation

B.P. 70
Tél. 61.19.50

Saint-Brieuc, le 27 JUIL. 1982

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION de l'ENVIRONNEMENT
SOUMISES A AUTORISATION**

Poste : 2437

**LE PREFET,
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT DES COTES-du-NORD**

**4ème bureau
Environnement**

82.1.4.IC.376

GLM/KR

VU la loi du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de ladite loi,

VU le décret N° 53-577 du 20 mai 1953 Modifié

VU la demande présentée par M. le Président du Syndicat tercommunal pour le traitement des ordures ménagères de la Côte granit en vue d'être autorisé à installer et exploiter à PLEUMOU BODOU, à proximité du lieu-dit "Parc Nevez", sur les parcelles cadastrées N° 502, 503, 504, 55 de la section B, une usine capable de traiter 143 tonnes d'ordures ménagères par jour, installation classée pour la protection de l'environnement, soumise à autorisation,

VU les plans et documents annexés à cette demande,

VU les résultats de l'enquête publique,

VU l'avis de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 19 mai 1982;

VU l'avis de M. le Directeur départemental de la Sécurité Civile, M. le Directeur départemental de l'Équipement, M. le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi, M. le Directeur départemental de l'Agriculture, M. le Directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales, en date des 20 novembre 1981, 23 novembre 1981, 25 novembre 1981, 7 décembre 1981 et 9 décembre 1981,

VU l'arrêté préfectoral N° 82.1.4.IC.276 du 11 mai 1982 Provoquant de trois mois le délai fixé à l'article 11 du décret susvisé,

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en sa réunion du 28 mai 1982;

VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977;

SUR la proposition de M. le Secrétaire général des Côtes-du-Nord,

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. le Président du Syndicat intercommunal pour le Traitement des Ordures Ménagères de la Côte de Granit est autorisé à exploiter à PLEUNEUR BODOU, à proximité du lieu-dit "Parc Nevez" sur les parcelles cadastrées N° 502, 503, 504, 505 de la section B, une usine capable de traiter 143 tonnes d'ordures ménagères par jour. Cette usine comprendra les installations suivantes :

- une fosse de réception de 600 m³;
- un cylindre rotatif de fermentation accélérée d'une capacité nominale de 70 tonnes/jour d'ordures ménagères brutes
- un broyeur d'affinage capable de traiter 5 tonnes/heure
- une aire de maturation et de stockage du compost d'une superficie minimale de 5 000 m².
- une unité de fabrication de combustibles solides par le procédé "Combisoc"

Ces diverses installations sont soumises à autorisation sous les rubriques N° 322 B 1° et 322 B 3° de la nomenclature sur les installations classées.

ARTICLE 2 - L'exploitation de ces installations est soumise au respect des dispositions suivantes :

I - PRESCRIPTIONS GENERALES

1°) les installations devront être implantées conformément aux plans et notices joints à la demande d'autorisation. Elles devront se conformer, le cas échéant, aux prescriptions du présent arrêté.

Toute transformation dans l'état des lieux, toute modification des installations ou de leur mode d'utilisation devra être portée à la connaissance du Commissaire de la République avant leur réalisation, avec tous les éléments d'appréciation

.....

2°) les installations seront réalisées, équipées et exploitées de manière à éviter que leur fonctionnement puisse être à l'origine des dangers ou inconvénients cités à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

3-1 les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées sont applicables aux installations

3-2 l'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

3-3 les valeurs maximales du niveau sonore à ne pas dépasser, mesurées à l'extérieur des locaux occupés ou habités par des tiers seront de

- 45 dB (A) pour la période de jour (7H à 20 H)
- 40 dB (A) pour la période intermédiaire (6 H à 7 H et 20 H à 22 H)
- 35 dB (A) pour la période de nuit (22 H à 6 H)

3-4 les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

3-5 l'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation.

Les frais en seront supportés par l'exploitant.

4°) il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, poussières, suies ou gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

5°) l'installation électrique sera entretenue en bon état. Elle sera périodiquement contrôlée par un organisme agréé. Les rapports de contrôles seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

On installera à proximité d'une sortie, un interrupteur général bien signalé qui permettra de couper le courant, dès la cessation du travail.

6°) l'établissement devra être équipé de moyens de secours contre l'incendie comprenant au minimum :

- une bouche d'incendie de 100 MM conforme à la norme NF S 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum.

- des robinets d'incendie armés de 40 mm de diamètre dont un situé à proximité de fosse de réception et un autre situé à proximité de la déshydrateuse.
- des extincteurs en nombre suffisant disposés dans les locaux en fonction des risques encourus.

Ces matériels devront être maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.

Des consignes particulières d'incendie fixant la conduite à tenir en cas d'incendie (alarme, évacuation du personnel, attitude du feu, etc...) seront établies. Elles seront affichées ainsi que le numéro de téléphone et l'adresse du poste de secours des sapeurs-pompiers le plus proche.

7°) en cas de nuisances accidentelles, l'exploitant adressera au 15 jours, au service des installations classées, un compte rendu sur l'origine de l'accident et les mesures qui ont été prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

8°) les aménagements suivants devront être effectués avant la mise en exploitation des installations:

8-1 à proximité immédiate de chaque issue, sera placé un panneau de signalisation sur lequel seront notés :

- usine de traitement des ordures ménagères,
- raison sociale de l'exploitant, adresse,
- heures d'ouverture,
- numéro et date d'autorisation du présent arrêté,

Les panneaux seront en matériaux résistants, les inscriptions seront indélébiles.

8-2 afin d'en interdire l'accès, les installations (usine + aire de maturation) seront entourées par une clôture grillagée en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 m.

Cette clôture devra être doublée par une haie vive ou un rideau à feuilles persistantes.

Les plantations existantes devront être au maximum conservées sur le pourtour des parcelles périphériques sur une largeur minimale de 5 Mètres.

Des plantations devront être réalisées en bordure du chemin d'accès à l'usine.

8-3 Drainage des terrains

La zone de maturation et de stockage du compost devra être bétonnée. La dalle devra avoir une pente suffisante afin de faciliter le ruissellement vers le fossé de récupération des lessivats, qui devra cerner la zone de fermentation du compost.

Ce fossé aboutira au décanteur étanche puis à la lagune.

8-4 les eaux sanitaires seront traitées par fosse septique.

Les autres effluents liquides de l'usine et les lessivats de l'aire de maturation et de stockage de compost, devront être traités successivement :

- dans un décanteur d'un volume minimum de 200 m³,
- dans une ou plusieurs lagunes d'un volume calculé de sorte que l'effluent rejeté par trop-plein vers le ruisseau de Kerduel respecte la disposition N° 9° ci-après

Toutefois, le volume de -la- ou des lagune (s) devra être de 2 000 m3 au minimum.

9°) les eaux rejetées après lagunage devront satisfaire aux dispositions de la circulaire du 6 juin 1953, chapitres I et II, section I, paragraphe 3.

10°) au moins une fois par mois, des prélèvements et analyses chimiques de l'eau rejetée de la lagune devront être effectués, tout au long de la durée de l'exploitation de l'établissement. Tous les trois mois, ces analyses devront être complétées par une analyse bactériologique.

Les frais en seront supportés par l'exploitant.

Les résultats devront être transmis mensuellement au service chargé de l'inspection des installations classées.

11°) ces installations sont autorisées à recevoir les déchets suivants

- ordures ménagères brutes ou refus de compostage provenant d'autres usines,
- débris végétaux provenant des opérations d'entretien des espaces verts,
- déchets industriels et commerciaux solides à condition qu'ils ne soient ni toxiques, ni explosifs, ni susceptibles de s'enflammer spontanément
- boues non toxiques (absence de métaux lourds en particulier) en provenance de stations d'épuration

L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de produits qu'il reçoit.

12°) des voies de circulation et aires de stationnement devront être aménagées. Elles seront soigneusement nettoyées et entretenues pour permettre une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Tous les véhicules qui auront circulé sur les stockages devront avant de sortir, avoir leurs roues nettoyées.

13°) si nécessaire, les installations seront mises en état de dératisation permanente. Les factures de produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation, seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de deux ans.

14°) on luttera contre l'éclosion et la prolifération d'insectes par un traitement approprié. En cas de dégagement d'odeurs, la zone émettrice sera immédiatement traitée.

15°) Interdictions

15-1 tout dépôt de produits chimiques est interdit

15-2 le brûlage à l'air libre de tout déchet est interdit

15-3 la mise en décharge des ordures brutes, ferrailles diverses, refus de compostage, cendres et mâchefers est interdite sur le site

En attendant leur enlèvement, les verres et ferrailles récupérés au cours des traitements pourront être stockés dans des "Box".

15-4 le chiffonnage est interdit.

15-5 l'entrée des installations est interdite à toute personne non autorisée par l'exploitant.

Les issues de l'établissement seront fermées à clef en-dehors des heures d'exploitation.

16°) l'établissement disposera de personnel et de matériel en nombre suffisant.

17°) en cas de panne de l'usine ou pendant les périodes d'entretien, les ordures ménagères devront être traitées dans une installation (usine ou décharge contrôlée) dûment autorisée au titre de la réglementation sur les installations classées.

II - DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'USINE DE COMPOSTAGE

18°) - La fosse de réception des ordures ménagères devra être couverte. L'accès s'y fera par une seule face fermée par un rideau métallique qui ne devra être ouvert que pendant les opérations de déchargement des camions-bennes.

19°) - Les tapis et autres transporteurs seront entièrement couverts afin d'éviter l'envol des papiers et autres déchets.

20°) Les appareils utilisés pour les divers traitements seront clos. Toutes opérations ou manipulations seront effectuées de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par les odeurs ou par les dispersions des poussières.

Si c'est reconnu nécessaire, il pourra être demandé à l'exploitant d'équiper tous les postes où se pratiqueront des opérations génératrices de poussières (fosse de réception, broyage, déferrailage, tamisage) d'un dispositif de captation relié à une installation de dépoussiérage à rendement satisfaisant et de maintenir l'intérieur du bâtiment en dépression.

21°) - Les ordures seront déversées dès l'arrivée dans la fosse prévue ci-dessus. Elles seront traitées dans les 48 heures au plus de leur apport.

III - DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A LA MISE en DEPOT

22°) - Après fabrication, le compost sera mis en dépôt sur l'aire de maturation aménagée comme indiqué à la prescription N° 8-3 du présent arrêté.

Le compost sera mis en tas ou andains d'une hauteur maximale de 2,5 mètres.

IV - DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A LA FABRICATION DE COMBUSTIBLES SOLIDES PAR LE PROCEDE "COMBUSOC".

23°) Les rejets gazeux devront avoir une teneur en poussières inférieure à 0,150 g/Nm³. La vitesse d'éjection des gaz ne devra pas être inférieure à 8 m/s.

24°) - Les caractéristiques des cheminées devront être conformes à l'instruction ministérielle du 13 Août 1971 (J.O. du 27 Octobre 1971) relative à la construction des cheminées pouvant émettre des poussières fines en tenant compte de la teneur fixée au point 23 ci-dessus.

La hauteur pourra être réduite après accord du service chargé de l'inspection des installations classées, pour tenir compte des problèmes de navigation aérienne liés à la présence à proximité de l'aérodrome de LANNION.

/.....

:.....

25°) - Des contrôles pondéraux devront être effectués sur les cheminées au moins une fois par an, par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement. Pour permettre ces contrôles, des dispositifs obturables et commodément accessibles devront être prévus sur les conduits d'évacuation à une hauteur suffisante.

Un premier contrôle devra être effectué dans les six mois suivant la mise en route de l'usine.

Les frais engagés pour ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

26°) - Pour cette unité, l'exploitant devra établir dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan définissant les risques et dangers particuliers liés à l'incendie et l'explosion, ainsi que les moyens d'intervention et dispositions qu'il compte prendre pour y remédier. Ce plan devra être soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en exploitation dans un délai de trois ans suivant la date de notification du présent arrêté. Il en serait ainsi, également, si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 4 -

Chaque changement d'exploitant devra être déclaré au Commissaire de la République.

ARTICLE 5 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

ARTICLE 7 -

M. le Président du Syndicat Intercommunal pour le traitement des ordures ménagères de la Côte de Granit devra, en outre, se conformer aux prescriptions édictées dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs tant par le Livre II du Code du travail que par les décrets réglementaires pris en exécution dudit Livre.

/.....

.....

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLEUMEUR-BODOU pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de M. le Président du Syndicat Intercommunal pour le traitement des ordures ménagères de la Côte de Granit.

Un avis sera inséré par les soins de M. le Commissaire de la République dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 9 -

M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord,
M. le Commissaire-adjoint de la République
de l'arrondissement de LANNION,
M. le Maire de PLEUMEUR-BODOU,
M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie,
Inspecteur principal des installations clas-
sées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. le Président du Syndicat Intercommunal pour le traitement des ordures ménagères de la Côte de Granit pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 27 JUIL. 1982

Pour le ~~LE COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE~~
le Commissaire de la République,
le Secrétaire Général
Signé Yves HENRY

POUR COPIE CONFORME
L'attaché, chef de bureau



To EHM